

La démocratie militante

Libéralisme politique, autoritarisme et la figure de l'ennemi intérieur

Colloque international

Lille, 2-3 avril 2026

La notion de « démocratie militante », forgée par Karl Loewenstein à la fin des années 1930 dans le contexte de l'Allemagne nazie, a connu une fortune théorique considérable, générant de nombreux travaux à l'échelle internationale (Schupmann, 2025 ; Malkopoulou, 2019 ; Dumont, 2001), appelant le plus souvent à dépasser les frontières disciplinaires (Ellian, 2018 ; Müller, 2012). C'est moins le cas en France, et ce colloque aura vocation à mettre en discussion sa généalogie, son caractère heuristique et ses limites. Dans un contexte de montée des radicalités et des extrémismes, et de restriction des libertés publiques en retour, souvent justifiée pour protéger la démocratie, la notion de démocratie militante semble connaître une certaine actualité (Mudde, 2016).

Au regard des menaces et attaques dont elle est l'objet, la démocratie supposerait une défense, active et militante, juridique et politique, pour perdurer. La notion de démocratie militante vise ainsi à penser les conditions de survie du système démocratique face à ses ennemis intérieurs. Loewenstein attribue en particulier la montée et l'avènement du nazisme au manque de militantisme de la République de Weimar, trop soucieuse de préserver le libéralisme politique et l'État de droit, ce qui a fait le lit de ses ennemis (Loewenstein, 1937). Dans ce cadre, il conviendrait d'apporter des limites ou des correctifs aux libertés fondamentales pour assurer la survie du régime lui-même. Cela pose une question fondamentale : jusqu'où peut aller une démocratie pour se protéger elle-même, sans compromettre sa nature démocratique ? De fait, dans la République fédérale allemande post-1945 les associations pouvant compromettre la nature du régime sont interdites, ce qui a longtemps limité le militantisme d'extrême-droite dans ce pays. En France, la loi du 10 février 1936 contre les ligues fascistes - qui introduit la dissolution administrative d'associations – peut aussi être inscrite dans ce cadre. Plus récemment, la loi « confortant les principes de la République » du 24 août 2021, justifiée au nom d'une défense de la République face à ses ennemis, peut être inscrite dans cette perspective également.

Un des enjeux du colloque sera ainsi de saisir les conceptualisations différenciées de cette notion, sa circulation dans des contextes variés, et ses usages tant dans l'histoire que contemporains.

Les propositions de communication – qui peuvent s'appuyer sur des approches théorique, juridique, sociologique ou de politique comparée et s'intéresser à différents contextes nationaux et périodes historiques – doivent s'inscrire dans au moins l'un des axes thématiques suivants.

Axes thématiques :

1. Socio-genèse et théorisations
2. Echelles et dispositifs
3. Acteurs : mettre en œuvre et résister
4. Extension du spectre de la démocratie militante : laïcité et républicanisme
5. Usages en contextes autoritaires

1. Socio-genèse et théorisations

Cet axe visera à interroger la genèse de la notion, d'abord, mais pas seulement dans le contexte nazi. Les communications s'intéressant au contexte politique et intellectuel d'émergence de la notion sont les bienvenues. Il aura également vocation à donner à voir et mettre en débat différentes conceptions de la démocratie militante. Peut-on par exemple classer les régimes démocratiques selon leur caractère plus ou moins militant ? Alors que la tension entre préservation de la démocratie et libéralisme politique se situe au cœur de cette notion, il pourrait être heuristique de la mettre en perspective avec d'autres conceptualisations telles « démocraties illibérales », « libéralisme autoritaire », « étatisme autoritaire », etc.

2. Echelles et dispositifs

Si la notion de démocratie militante s'est surtout déployée dans des espaces nationaux (Thiel, 2009), pour désigner des mesures constitutionnelles ou juridiques restreignant les libertés publiques ou politiques au nom de la sauvegarde du régime, d'autres échelles et instances supra ou infra étatiques peuvent également mobiliser la notion (Klamt, 2012). L'Union européenne et le Conseil de l'Europe en offrent une bonne illustration, tant dans la CEDH que par la relation de l'UE à certains Etats membres. De la même façon, les relations entre Etat central et collectivités territoriales ou entre Etat fédéral et Etats fédérés, peut entrer dans ce cadre, la restriction de l'autonomie des seconds par les premiers pouvant être justifiée – cela sera du moins un axe de questionnement – au nom de la sauvegarde du régime (Kirshner, 2014).

La démocratie militante s'est notamment caractérisée par certains dispositifs de restriction des libertés publiques et politiques : interdiction de partis politiques (Tyulkina, 2015), dissolutions administratives d'associations, restriction de la liberté d'expression (Hochmann, 2013), qui pourront faire l'objet de communications. Par ailleurs, on assiste depuis quelque temps, notamment aux Etats-Unis, à un renouveau du débat autour de l'utilisation de la législation anti-trust dans le but de lutter non seulement contre les pratiques monopolistiques mais aussi, de préserver la démocratie. Cet axe aura vocation à étudier et mettre en perspective ces dispositifs à la lumière de leur justification politique, juridique ou idéologique.

3. Acteurs : mettre en œuvre et résister

Dans une perspective plus sociologique, cet axe aura vocation à étudier les acteurs de la démocratie militante. D'une part, du côté des institutions on pourra s'intéresser aux agents administratifs, judiciaires ou policiers dans leur travail de qualification, de catégorisation et de preuve de la dangerosité supposée d'un ennemi intérieur. On s'intéressera en particulier au rôle des services de renseignement à cet égard.

D'un autre côté, on s'intéressera à la réception des mesures pouvant être inscrites dans le cadre de la démocratie militante – interdictions, dissolutions, projets de démantèlement des trusts – comment les acteurs résistent-ils à ces restrictions ? Quelles stratégies juridiques ou politiques sont mises en place ? Dans quelle mesure ces mesures s'avèrent-elles efficaces pour restreindre leur capacité d'action ? Le cas des organisations d'extrême-droite – souvent la cible première de ces mesures – sera évidemment au centre de nos attentions, sans que nous nous y limitations.

4. Extension du spectre de la démocratie militante : laïcité et républicanisme

Si la notion a été forgée pour qualifier l'enjeu de la sauvegarde de la démocratie contre ses ennemis intérieurs, elle connaît aujourd'hui une diffusion plus large, s'intéressant aux usages institutionnels, administratifs et politiques visant à sauvegarder un régime ou une forme politique contre des groupes qui les menacent. Certains ont ainsi pu parler de « sécularisme militant » (Macklem, 2012 ; Tyulkina, 2015) ou de « républicanisme militant » (Gazagne Jammes, 2024) pour qualifier des dispositifs de restriction des libertés publiques au nom de la préservation d'un ordre séculier ou d'une certaine conception de la laïcité ou de la République contre ses ennemis intérieurs. Les travaux s'intéressant à ce type d'usages et de circulation de la notion ou de leurs dispositifs afférents – ainsi qu'on a pu le voir en France avec la loi « séparatisme » - sont les bienvenus.

5. Usages en contextes autoritaires

La notion de démocratie militante a été forgée dans des contextes de démocratie parlementaire et de systèmes représentatifs dont le libéralisme constitue l'un des piliers, la tension entre préservation de la démocratie et libéralisme politique étant au cœur de la notion. La fortune de

celle-ci l'a cependant conduite à circuler et être appropriée dans d'autres contextes, y compris par des régimes qui ne sont pas à première vue perçus comme des démocraties libérales (comme l'Algérie par exemple) (Aït-Aoudia, 2021). Que dit cette appropriation de la notion de démocratie militante ? Faut-il y voir un simple usage à des fins de légitimation ? Quelles pratiques concrètes en découlent ?

Les propositions de communication, de 2 pages maximum, présentant la problématique, la méthode et les éventuels terrains d'enquête, sont à envoyer aux organisateurs d'ici au **10 décembre**.

Organisateurs

Cécile Leconte (cecile.leconte@sciencespo-lille.eu)

Christophe Parent (christophe.parent@univ-lille.fr)

Julien Talpin (julien.talpin@univ-lille.fr)

Bibliographie

AÏT-AOUDIA, M., « Pluralisme limité ou démocratie militante ? Leçons du cas algérien », in Pascal Bonnard, Dorota Dakowska, Boris Gobille. *Faire, défaire la démocratie. De Moscou, Bogota et Téhéran au Conseil de l'Europe*, Karthala, 2021, pp.271-295.

BOURNE, A. « From Militant Democracy to Normal Politics? How European Democracies Respond to Populist Parties », *European Constitutional Law Review*. 2022,18(3), pp. 488-510

DUMONT (H.), MANDOUX (P.), STROWEL (A.) & TULKENS (F.), *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ? Groupements liberticides et droit*, Bruylant, 2001.

HOCHMANN (Th.), *Le négationnisme face aux limites de la liberté d'expression : étude de droit comparé*, Paris, A. Pédone, 2013.

JESSE (E.), BACKES (U.), GALLUS (A.) und THIENE (T.), *Jahrbuch Extremismus und Demokratie*, 2024, Nomos Verlag.

KIRSCHNER (A.S.), *A Theory of Militant Democracy. The Ethics of Combatting Political Extremism*, Yale University Press, New Haven & London, 2014.

- KLAMT (M.), *Die Europäische Union als Streitbare Demokratie*, Herbart Utz Verlag, München, 2012.
- LAUMOND, B. (2020), *Policy responses to the radical right in France and Germany: Public actors, policy frames, and decision-making*, London, Routledge
- LOEWENSTEIN (K.), “Militant Democracy and Fundamental Rights (II)”, *American Political Science Review*, Vol. 31, No. 4 (Aug., 1937), pp. 638-658.
- MACKLEM (P.), “Guarding the Perimeter: Militant Democracy and Religious Freedom in Europe”, *Constellations*, Vol. 19-4, Dec. 2012, pp. 575-590.
- Malkopoulou (A.) & Kirshner (A.S) (eds.), *Militant Democracy and its Critics. Populism, Parties, Extremism*, Edinburgh University Press, 2019.
- MUDDE (C.), *On Extremism and Democracy in Europe*, New York: Routledge, 2016.
- MÜLLER (J.W.), “A ‘Practical Dilemma’ Which Philosophy Alone Cannot Resolve? Rethinking Militant Democracy: An Introduction”, *Constellations*, Vol. 19, No. 4, 2012, pp. 536-539.
- RAK (J.) & BÄCKER (R.) (eds), *Neo-Militant Democracies in Post-communist Member States of the European Union*, Routledge, 2024.
- SCHUPMANN (B.), *Democracy despite itself: Liberal Constitutionnalism and Militant Democracy*, Oxford University Press, 2025.
- THIEL (M.) (ed.), *The ‘Militant Democracy’ Principle in Modern Democracies*, Routledge, 2009.
- TYULKINA (S.), *Militant Democracy: Undemocratic political parties and beyond*, Routledge, 2015.

Militant Democracy.

Political Liberalism, Authoritarianism and the “Enemy within”

International Conference

Lille, 2–3 April 2026

The notion of militant democracy, coined by Karl Loewenstein in the late 1930s in the context of Nazi Germany, has enjoyed significant theoretical resonance, generating substantial research at the international level (Schupmann, 2025; Malkopoulou, 2019; Dumont, 2001), often calling for transdisciplinary approaches (Ellian, 2018; Müller, 2012). This has been much less the case in France, and the purpose of this conference is to discuss the genealogy of the notion, its heuristic potential, and its limits. In a context marked by the rise of radical and extremist movements and, in response, by increasing restrictions on civil liberties—frequently justified in the name of the preservation of democracy—the notion of militant democracy appears to have acquired a renewed relevance (Mudde, 2016).

According to advocates of militant democracy, when faced with threats and attacks, democracy requires legal instruments and political action if it is to endure. The concept of militant democracy aims at studying the conditions under which, confronted with internal enemies, democratic regimes can survive. Loewenstein attributed the rise and ultimate victory of Nazism to the insufficient militancy of the Weimar Republic, which, in his view, had been too much concerned with preserving political liberalism and the rule of law—thereby empowering its very foes (Loewenstein, 1937). From this perspective, fundamental freedoms may require limitations or corrective mechanisms to ensure the survival of the regime itself. This raises a fundamental question: how far may a democracy go to protect itself without undermining its democratic nature? In the post-1945 Federal Republic of Germany, for instance, political organizations deemed to threaten the democratic order could be banned, a legal provision which significantly curbed far-right activism for decades. Another example is the February 10, 1936 French law targeting fascist leagues, which introduced administrative dissolution. More recently, the 24 August 2021 French law “reinforcing respect for the principles of the Republic,” justified as a way to defend the Republic against its enemies, fits within the same conceptual framework.

One of the aims of this conference is therefore to explore the diverse understandings of militant democracy, the circulation of the notion across contexts, and its historical as well as contemporary uses.

Paper proposals—drawing on theoretical, legal, sociological or comparative-politics approaches, and addressing different national settings or historical periods—should relate to at least one of the thematic axes below.

Thematic Axes:

1. Socio-genesis and theorization
2. Scales and instruments
3. Actors: implementing and resisting militant democracy
4. Extending the scope of militant democracy: secularism and republicanism
5. Uses of militant democracy in authoritarian contexts

1. Socio-genesis and theorization

This axis invites contributions on the emergence of the notion, in its original German context and beyond. Papers examining the political and intellectual settings in which the concept developed are welcome. This axis also aims to present and debate different understandings of militant democracy. Can democratic regimes be classified according to their degree of militancy? Since the tension between protecting democracy and preserving political liberalism lies at the core of the concept, it may be fruitful to discuss it in relation to notions such as illiberal democracy, authoritarian liberalism, or authoritarian statism.

2. Scales and instruments

While the concept of militant democracy has been primarily theorised at the national level (Thiel, 2009), to describe constitutional or legal measures restricting civil or political liberties in order to safeguard the regime, other levels of governance—supra- or infra-state—may also mobilize the concept (Klamt, 2012). The European Union and the Council of Europe illustrate this phenomenon, both in the caselaw of the ECtHR and in measures taken by the EU against some member states governments engaging in democratic backsliding. Likewise, relationships between central states and subnational authorities in federal or decentralised systems may be analyzed: restrictions imposed by central governments on federated entities can be justified in the name of regime preservation (Kirshner, 2014).

Militant democracy has historically relied on specific instruments limiting public and political freedoms: bans on political parties (Tyulkina, 2015), administrative dissolution of associations, and restrictions on freedom of expression (Hochmann, 2013), all of which may

be the subject of papers. In addition, the renewed debate in the United States over the use of antitrust legislation—not only to counter monopolistic practices but also to protect democracy—may also be examined. This axis seeks to analyze such instruments in light of their political, legal or ideological justification.

3. Actors: implementing and resisting militant democracy

From a sociological perspective, this axis examines the different actors involved in militant democracy. On the institutional side, this includes administrative, judicial, and intelligence services that qualify, categorize and prove the existence of a presumed internal threat.

Conversely, the axis invites analyses of how targeted actors respond to measures associated with militant democracy—bans, dissolutions, or antitrust-based dismantling efforts. How do affected groups resist? What legal or political strategies do they mobilize? To what extent are these measures effective in curbing activism? Far-right organizations—which are often targeted by such measures—will be of central interest, though the scope is not limited to them.

4. Extending the scope of militant democracy: secularism and republicanism

Although originally theorised to address the protection of democracy against internal enemies, the notion of militant democracy has since broadened to encompass institutional and political efforts to defend a regime or political order against perceived threats. Scholars have thus referred to militant secularism (Macklem, 2012; Tyulkina, 2015) or militant republicanism (Gazagne Jammes, 2024) in order to describe restrictions on liberties justified by referring to the need to preserve a secular order or a particular understanding of *laïcité* or the Republic. Contributions examining such uses and the circulation of the notion—and related legal instruments, such as the French “separatism” law—are welcome.

5. Uses of militant democracy in authoritarian contexts

The notion of militant democracy was forged in parliamentary and representative systems grounded in liberalism, and the tension between democracy and political liberalism is central to it. Yet the concept has travelled and has been appropriated, notably, by regimes not commonly seen as liberal democracies (such as Algeria) (Aït-Aoudia, 2021). What do such appropriations reveal? Should they be understood merely as a legitimising discourse? What concrete practices result from it?

Paper proposals (maximum 2 pages), outlining the research question, methodology, as well as the sources and data used, should be sent to the organizers by **December the 10th 2025**.

Organizers

Cécile Leconte (cecile.leconte@sciencespo-lille.eu)

Christophe Parent (christophe.parent@univ-lille.fr)

Julien Talpin (julien.talpin@univ-lille.fr)

References

- AÏT-AOUDIA, M., « Pluralisme limité ou démocratie militante ? Leçons du cas algérien », in Pascal Bonnard, Dorota Dakowska, Boris Gobille. *Faire, défaire la démocratie. De Moscou, Bogota et Téhéran au Conseil de l'Europe*, Karthala, 2021, pp.271-295.
- BOURNE, A. « From Militant Democracy to Normal Politics? How European Democracies Respond to Populist Parties », *European Constitutional Law Review*. 2022,18(3), pp. 488-510
- DUMONT (H.), MANDOUX (P.), STROWEL (A.) & TULKENS (F.), *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ? Groupements liberticides et droit*, Bruylant, 2001.
- HOCHMANN (Th.), *Le négationnisme face aux limites de la liberté d'expression : étude de droit comparé*, Paris, A. Pédone, 2013.
- JESSE (E.), BACKES (U.), GALLUS (A.) und THIENE (T.), *Jahrbuch Extremismus und Demokratie*, 2024, Nomos Verlag.
- KIRSCHNER (A.S.), *A Theory of Militant Democracy. The Ethics of Combatting Political Extremism*, Yale University Press, New Haven & London, 2014.
- KLAMT (M.), *Die Europäische Union als Streitbare Demokratie*, Herbart Utz Verlag, München, 2012.
- LAUMOND, B. (2020), *Policy responses to the radical right in France and Germany: Public actors, policy frames, and decision-making*, London, Routledge
- LOEWENSTEIN (K.), "Militant Democracy and Fundamental Rights (II)", *American Political Science Review*, Vol. 31, No. 4 (Aug., 1937), pp. 638-658.
- MACKLEM (P.), "Guarding the Perimeter: Militant Democracy and Religious Freedom in Europe", *Constellations*, Vol. 19-4, Dec. 2012, pp. 575-590.
- Malkopoulou (A.) & Kirshner (A.S) (eds.), *Militant Democracy and its Critics. Populism, Parties, Extremism*, Edinburgh University Press, 2019.
- MUDDE (C.), *On Extremism and Democracy in Europe*, New York: Routledge, 2016.
- MÜLLER (J.W.), "A 'Practical Dilemma' Which Philosophy Alone Cannot Resolve? Rethinking Militant Democracy: An Introduction", *Constellations*, Vol. 19, No. 4, 2012, pp. 536-539.
- RAK (J.) & BÄCKER (R.) (eds), *Neo-Militant Democracies in Post-communist Member States of the European Union*, Routledge, 2024.
- SCHUPMANN (B.), *Democracy despite itself: Liberal Constitutionnalism and Militant Democracy*, Oxford University Press, 2025.



democis



THIEL (M.) (ed.), *The 'Militant Democracy' Principle in Modern Democracies*, Routledge, 2009.

TYULKINA (S.), *Militant Democracy: Undemocratic political parties and beyond*, Routledge, 2015.